

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 47.375/2
DU 5 NOVEMBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 30 octobre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les dispositions administratives et pécuniaires de la carrière de certains membres du personnel du SPF Justice appartenant à la surveillance, à la technique et à la logistique", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par :

- la nécessité de faire entrer en vigueur la nouvelle carrière à la date du 1^{er} novembre 2009 convenue avec les organisations syndicales représentatives;
- l'obligation de restriction budgétaire à planifier sur les exercices 2010 et 2011 au départ du budget 2009 des établissements pénitentiaires, ce dernier doit être engagé au plus tard pour le 1^{er} novembre 2009 à défaut de quoi l'implémentation de la nouvelle carrière ne pourrait avoir lieu et de par la surpopulation pénitentiaire atteinte en 2009;
- les efforts accrus exigés du personnel il y a lieu de garantir la paix sociale dans les établissements pénitentiaires; il me serait agréable que l'avis soit rendu dans le délai prescrit par l'article 84, § 1, alinéa 1, 2/, des lois coordonnées."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Observations générales

1. Le projet prévoit, pour les agents concernés, des mesures plus favorables que celles généralement applicables (intégration d'agents de niveau D dans le niveau C sans exigence du diplôme correspondant et sans la nécessité de réussir un examen, réduction de la période entre les diverses échelles, etc.). Comme il est exposé dans le rapport au Roi accompagnant le projet, ces mesures ont pour objectif de revaloriser le statut du personnel de surveillance et du personnel technique travaillant au sein des établissements pénitentiaires afin de motiver ce personnel à fournir un service de qualité, répondant aux exigences accrues qui pèsent actuellement sur lui.

Si l'autorité dispose d'un large pouvoir d'appréciation dans le choix des incitants propres à atteindre ces objectifs, ce choix doit toutefois se faire dans le respect des principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution. Il existe ainsi un risque que des agents exclus du bénéfice des mesures envisagées ne contestent la légalité de celles-ci sous l'angle des principes constitutionnels rappelés ci-dessus. La section de législation ne peut présumer de l'appréciation que des juridictions porteraient sur cette contestation si elles étaient saisies d'un tel litige.

2. Le projet renvoie à de nombreuses reprises à des éléments mentionnés dans les annexes. Il conviendrait que le texte contienne une référence expresse à ces annexes.

3. Les questions suivantes ont été posées au délégué du ministre :

"Le projet (...) paraît incomplet sur une série de points qui sont évoqués dans les divers avis et notes accompagnant la demande d'avis. Ainsi, on n'aperçoit pas quelles sont les dispositions du projet qui régleraient les aspects suivants de la carrière des agents concernés :

- a) possibilité d'être recruté au niveau C sans justifier du diplôme habituellement requis à cet effet (cf. avis Inspecteur des Finances, point 3.1.);
- b) le projet ne précise pas comment on peut être recruté dans le niveau C (en dehors du mécanisme d'intégration des anciens agents de niveau D) : est-ce par concours, par voie de changement de grade en ce qui concerne d'autres agents

.../...

de l'État ... (comp. avec art. 2, §1, de l'AR du 23 juin 1995 qui est abrogé par le projet);

- c) quelle réglementation s'applique aux agents contractuels (cf. note au Conseil des Ministres, page 2, point a); Protocole n/ 340 du 14 mai 2009, page 5);
- d) il semble que le "certificat de compétences génériques acquises hors diplôme" doive faire l'objet d'un autre projet, de sorte que l'on peut se demander si le présent projet n'est pas prématuré (avis du comité de direction du SPF Justice, milieu de la page 2);
- e) concernant la nouvelle carrière B, le projet ne contient qu'une seule disposition (article 19 du projet), que la note au Conseil des Ministres qualifie de mesure transitoire (haut de la page 4 de cette note); nulle part, le projet ne précise qu'il faut avoir réussi un concours de promotion, il ne dit pas s'il peut y avoir recrutement direct au niveau B, ni comment sera organisé l'examen de promotion vers le niveau B ... (cf Protocole n/ 340 du 14 mai 2009, p. 7, point 6);
- f) le Rapport au Roi mentionne que la durée du stage est portée à un an (milieu de la page 2) mais il n'apparaît pas où cette règle serait traduite dans le projet.

Le projet ne devrait-il pas être complété sur ces divers points ?"

Le délégué du ministre a répondu à ces questions comme suit :

"Le projet dont question n'a pas pour vocation de régler l'ensemble des points repris dans le protocole n/ 340 du 14 mai 2009 du Comité de secteur III - Justice. Il se limite à l'aspect réglementaire de la nouvelle carrière pour le personnel appartenant à la surveillance, à la technique et à la logistique.

- a) ce point sera réglé par le SPF P&O par un projet d'AR spécifique modifiant notamment l'article 16 de l'AR du 2 octobre 1937 (AR P&O).
- b) le principe du recrutement sera prévu dans un projet d'AR distinct à la signature conjointe des ministres de la Fonction publique et de la Justice (AR du @@@@ fixant des mesures particulières concernant le recrutement et le régime pécuniaire de certains membres du personnel appartenant à la surveillance, à la technique et à la logistique du SPF Justice). En ce qui concerne les changements de grade, un projet d'AM a été soumis à votre haut office à la même date que le présent projet. Il y a été inscrit au rôle le 30 octobre 2009 sous le numéro de rôle 47.376/2.
- c) cet aspect sera également réglé par le projet d'AR repris au point b. pour les contractuels ne disposant pas du diplôme requis pour le niveau C (dérogation à l'article 2, § 1, 1/, de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels et pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux).

.../...

- d) Ce projet est en cours au niveau du SPF P&O pour l'ensemble de la fonction publique. Ce projet est néanmoins indépendant par rapport à notre projet d'AR qui n'y fait d'ailleurs pas référence.
- e) Le grade d'expert technique est un grade commun soumis à la réglementation générale. Cette disposition vise nos actuels assistants pénitentiaires/techniques (et en chef) qui bénéficieraient en cas de réussite d'un examen de promotion dans le grade d'expert technique de l'échelle de traitement BT2. On ne vise pas les assistants pénitentiaires/techniques adjoints qui eux suivent les règles des carrières communes (promotion par accession au niveau supérieur).
- f) La durée du stage des agents du niveau C est prévue par le statut en son article 34 § 2. Il n'y a pas lieu de le prévoir une seconde fois dans notre projet."

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur les possibles difficultés de l'application du texte à l'examen dès lors que tout un pan de la réglementation qui y est liée n'a pas encore été élaboré, comme il résulte des réponses apportées ci-dessus.

Observations particulières

Préambule

Alinéas 2 à 4

Les arrêtés royaux cités aux alinéas 2 à 4 ne procurent pas de fondement juridique au projet et ne sont pas modifiés ni abrogés par celui-ci. La circonstance, invoquée par le délégué du ministre, que diverses dispositions du projet dérogent à ces arrêtés royaux, ne justifie pas leur mention dans le préambule. Les alinéas 2 à 4 seront par conséquent omis.

Alinéa 6

L'intitulé exact de l'arrêté royal cité à l'alinéa 6 est le suivant :

"Arrêté royal du 28 novembre 1997 fixant des dispositions pécuniaires en faveur de certains agents en service dans les services extérieurs de la Direction générale des Établissements pénitentiaires."

.../...

L'alinéa 6 sera adapté en conséquence.

Alinéa 8 nouveau (à ajouter)

Il y a lieu d'ajouter un alinéa 8 nouveau dans lequel sera cité l'avis du Comité de Direction du SPF Justice donné le 16 septembre 2009 ¹.

Alinéas 11 à 13

Il est préférable de fusionner les alinéas 11 à 13 actuels, contenant la justification de l'urgence, en un seul alinéa.

Alinéa 15

Dans la version française du projet, l'alinéa 15 sera rédigé comme suit :

"Sur la proposition du Ministre de la Justice et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil ²."

Dispositif

Article 9

Invité à préciser selon quels critères seront déterminés les agents qui obtiennent le grade 20EP dans les limites des 25 % des emplois prévus, le délégué du

⁽¹⁾ Cet avis devait être recueilli en vertu de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État.

⁽²⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, Formule F 3-9-1, www.raadvst-consetat.be.

ministre a répondu que cette détermination se ferait selon les critères énoncés à l'article 18 du projet. Il est suggéré de faire figurer cette précision dans le texte de l'article 9 du projet.

Article 12

La portée du paragraphe 5 n'apparaît pas clairement. Sa rédaction doit être revue.

Article 13

Dans la version française de l'article 13, les mots "par dérogation à l'article 7" devraient figurer au début de cette disposition, pour éviter toute ambiguïté sur la portée de ces mots.

Il est renvoyé également à la version néerlandaise de l'avis.

Article 15

1. Comme en a convenu le délégué du ministre, il convient d'écrire, à l'article 15, respectivement aux paragraphes 1^{er} et 2, "par dérogation à l'article 9", et non "par dérogation à l'article 10".

2. Il est renvoyé aux observations formulées au sujet des articles 9 et 13 du projet, qui valent également, moyennant les adaptations nécessaires, pour l'article 15 du projet.

Article 26

Invité à préciser comment seront déterminés les agents qui bénéficieront de l'échelle barémique la plus élevée et qui pourront être promus assistants pénitentiaires ou

.../...

techniques en chef, alors que le nombre d'agents pouvant bénéficier de ces avantages est limité, le délégué du ministre a répondu que ces agents seraient déterminés selon les règles prévues à l'article 63, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État.

Cette précision devrait figurer dans l'article 26 du projet, d'autant plus que l'article 18 du projet déroge à l'article 63 de l'arrêté royal précité en ce qui concerne l'ordre de classement pour la promotion dans l'échelle 20EP.

Article 28

Concernant l'intitulé exact de l'arrêté royal du 28 novembre 1997, il est renvoyé à l'observation formulée au sujet de l'alinéa 6 du préambule.

Annexes

Les mots "Vu pour être annexé (...) van verlof voorafgaand aan pensioen" précédant les annexes seront omis.

Sous chacune des trois annexes, il y a lieu de mentionner la formule suivante, en reproduisant l'intitulé exact de l'arrêté royal en projet :

"Vu pour être annexé à notre arrêté du (date) fixant les dispositions administratives et pécuniaires de la carrière de certains membres du personnel du SPF Justice appartenant à la surveillance, à la technique et à la logistique."

Chaque annexe sera soumise aux mêmes signatures et contreseing que l'arrêté auquel elle est jointe ³.

⁽³⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 172, e), et formule F 4-8-1, www.raadvst-consetat.be.

Observation de forme

Du point de vue de la correction de la langue, le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration.

À titre d'exemple, il faudrait écrire :

- à l'article 2 : "geslaagden voor een bevorderingsexamen" au lieu de "laureaten van een bevorderingsexamen";
- à l'article 4 : "die geslaagd is voor een examen" au lieu de "die geslaagd is in een examen";
- à l'article 11 : "Personeelsleden (bekleed) met de graad van" au lieu de "De personeelsleden die titularis zijn van de graad van";
- à la section 5 : "Inschaling in de nieuwe weddeschalen" au lieu de "Integratie in de nieuwe weddeschalen";
- à l'article 16 : "Personeelsleden (bekleed) met (...) die verlof voorafgaand aan het pensioen genieten met toepassing van ..." au lieu de "De personeelsleden bekleed met (...) die genieten van verlof voorafgaand aan pensioen bij toepassing van ...".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.375/2
VAN 5 NOVEMBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 30 oktober 2009 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de administratieve en geldelijke bepalingen van de loopbaan van verschillende personeelsleden van de FOD Justitie die deel uitmaken van de bewaking, techniek en logistiek", heeft het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"L'urgence est motivée par :

- la nécessité de faire entrer en vigueur la nouvelle carrière à la date du 1^{er} novembre 2009 convenue avec les organisations syndicales représentatives;
- l'obligation de restriction budgétaire à planifier sur les exercices 2010 et 2011 au départ du budget 2009 des établissements pénitentiaires, ce dernier doit être engagé au plus tard pour le 1^{er} novembre 2009 à défaut de quoi l'implémentation de la nouvelle carrière ne pourrait avoir lieu et de par la surpopulation pénitentiaire atteinte en 2009;
- les efforts accrus exigés du personnel il y a lieu de garantir la paix sociale dans les établissements pénitentiaires; il me serait agréable que l'avis soit rendu dans le délai prescrit par l'article 84, § 1, alinéa 1, 2/, des lois coordonnées."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Algemene opmerkingen

1. Voor de betrokken personeelsleden voorziet het ontwerp in maatregelen die gunstiger zijn dan die welke gewoonlijk van toepassing zijn (het opnemen van personeelsleden van niveau D in niveau C zonder vereiste van overeenstemmend diploma en zonder de noodzaak om te slagen voor een examen, verkorting van de periode tussen de verschillende schalen, enz.). In het verslag aan de Koning dat bij het ontwerp gaat, wordt uiteengezet dat deze maatregelen tot doel hebben het statuut van het bewakings- en technisch personeel dat werkzaam is in de strafinstellingen te herwaarderen om dit personeel te motiveren om hoogkwalitatieve diensten te verlenen, die beantwoorden aan de toegenomen eisen die daaraan thans worden gesteld.

Hoewel de overheid beschikt over een ruime beoordelingsbevoegdheid inzake de keuze van incentives om deze doelstellingen te bereiken, moet deze keuze evenwel worden gemaakt met inachtneming van de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie die zijn neergelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Zo bestaat het gevaar dat personeelsleden die buiten de geplande maatregelen vallen, de wettigheid van de maatregelen betwisten uit het oogpunt van de hierboven gememoreerde grondwettelijke beginselen. De afdeling Wetgeving kan niet vooruitlopen op de beoordeling die rechtscollèges zouden uitbrengen over die betwisting mocht ze een zodanig geschil worden voorgelegd.

2. In het ontwerp wordt herhaaldelijk verwezen naar gegevens vermeld in de bijlagen. De tekst zou een uitdrukkelijke verwijzing naar die bijlagen moeten bevatten.

3. Aan de gemachtigde van de minister zijn de volgende vragen gesteld :

"Le projet (...) paraît incomplet sur une série de points qui sont évoqués dans les divers avis et notes accompagnant la demande d'avis. Ainsi, on n'aperçoit pas quelles sont les dispositions du projet qui régleraient les aspects suivants de la carrière des agents concernés :

- a) possibilité d'être recruté au niveau C sans justifier du diplôme habituellement requis à cet effet (cf. avis Inspecteur des Finances, point 3.1.);

.../...

- b) le projet ne précise pas comment on peut être recruté dans le niveau C (en dehors du mécanisme d'intégration des anciens agents de niveau D) : est-ce par concours, par voie de changement de grade en ce qui concerne d'autres agents de l'État ... (comp. avec art. 2, § 1, de l'AR du 23 juin 1995 qui est abrogé par le projet);
- c) quelle réglementation s'applique aux agents contractuels (cf. note au Conseil des Ministres, page 2, point a); Protocole n/ 340 du 14 mai 2009, page 5);
- d) il semble que le "certificat de compétences génériques acquises hors diplôme" doive faire l'objet d'un autre projet, de sorte que l'on peut se demander si le présent projet n'est pas prématuré (avis du comité de direction du SPF Justice, milieu de la page 2);
- e) concernant la nouvelle carrière B, le projet ne contient qu'une seule disposition (article 19 du projet), que la note au Conseil des Ministres qualifie de mesure transitoire (haut de la page 4 de cette note); nulle part, le projet ne précise qu'il faut avoir réussi un concours de promotion, il ne dit pas s'il peut y avoir recrutement direct au niveau B, ni comment sera organisé l'examen de promotion vers le niveau B ... (cf Protocole n/ 340 du 14 mai 2009, p. 7, point 6);
- f) le Rapport au Roi mentionne que la durée du stage est portée à un an (milieu de la page 2) mais il n'apparaît pas où cette règle serait traduite dans le projet.

Le projet ne devrait-il pas être complété sur ces divers points ?"

De gemachtigde van de minister heeft op die vragen het volgende geantwoord :

"Le projet dont question n'a pas pour vocation de régler l'ensemble des points repris dans le protocole n/ 340 du 14 mai 2009 du Comité de secteur III - Justice. Il se limite à l'aspect réglementaire de la nouvelle carrière pour le personnel appartenant à la surveillance, à la technique et à la logistique.

- a) ce point sera réglé par le SPF P&O par un projet d'AR spécifique modifiant notamment l'article 16 de l'AR du 2 octobre 1937 (AR P&O).
- b) le principe du recrutement sera prévu dans un projet d'AR distinct à la signature conjointe des ministres de la Fonction publique et de la Justice (AR du @@@@ fixant des mesures particulières concernant le recrutement et le régime pécuniaire de certains membres du personnel appartenant à la surveillance, à la technique et à la logistique du SPF Justice). En ce qui concerne les changements de grade, un projet d'AM a été soumis à votre haut office à la même date que le présent projet. Il y a été inscrit au rôle le 30 octobre 2009 sous le numéro de rôle 47.376/2.
- c) cet aspect sera également réglé par le projet d'AR repris au point b. pour les contractuels ne disposant pas du diplôme requis pour le niveau C (dérogation à l'article 2, § 1, 1/, de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits

.../...

individuels et pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux).

- d) Ce projet est en cours au niveau du SPF P&O pour l'ensemble de la fonction publique. Ce projet est néanmoins indépendant par rapport à notre projet d'AR qui n'y fait d'ailleurs pas référence.
- e) Le grade d'expert technique est un grade commun soumis à la réglementation générale. Cette disposition vise nos actuels assistants pénitentiaires/techniques (et en chef) qui bénéficieraient en cas de réussite d'un examen de promotion dans le grade d'expert technique de l'échelle de traitement BT2. On ne vise pas les assistants pénitentiaires/techniques adjoints qui eux suivent les règles des carrières communes (promotion par accession au niveau supérieur).
- f) La durée du stage des agents du niveau C est prévue par le statut en son article 34 § 2. Il n'y a pas lieu de le prévoir une seconde fois dans notre projet."

De steller van het ontwerp wordt gewezen op de moeilijkheden die kunnen rijzen bij het toepassen van de voorliggende tekst, aangezien een heel deel van de regelgeving die er verband mee houdt nog niet is opgesteld, zoals blijkt uit de hierboven gegeven antwoorden.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Tweede tot vierde lid

De in het tweede tot het vierde lid aangehaalde koninklijke besluiten leveren geen rechtsgrond op voor het ontwerp en worden niet gewijzigd, noch opgeheven bij dit ontwerp. De door de gemachtigde van de minister aangevoerde omstandigheid dat verscheidene bepalingen van het ontwerp afwijken van die koninklijke besluiten, rechtvaardigt niet dat ze worden vermeld in de aanhef. Het tweede tot vierde lid moeten bijgevolg vervallen.

Zesde lid

Het juiste opschrift van het koninklijk besluit dat in het zesde lid wordt aangehaald, luidt als volgt :

"Koninklijk besluit van 28 november 1997 tot vaststelling van geldelijke bepalingen ten gunste van sommige ambtenaren in dienst in de buitendiensten van het Directoraat-generaal Strafinrichtingen."

Het zesde lid moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Nieuw achtste lid (toe te voegen)

Er behoort een nieuw achtste lid te worden toegevoegd waarin melding moet worden gemaakt van het advies van het directiecomité van de FOD Justitie van 16 september 2009 ¹.

Elfde tot dertiende lid

Het is verkieslijk de huidige leden elf tot dertien met daarin de motivering van het verzoek om spoedbehandeling, samen te voegen tot één lid.

Vijftiende lid

In de Franse versie van het ontwerp dient het vijftiende lid te worden geredigeerd als volgt :

"Sur la proposition du Ministre de la Justice et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil" ².

(1) Dit advies behoorde te worden ingewonnen krachtens artikel 6, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

(2) Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, Formule F 3-9-1, www.raadvst-consetat.be.

Dispositief

Artikel 9

Op het verzoek om te preciseren volgens welke criteria zal worden bepaald welke personeelsleden graad 20EP verkrijgen binnen de grenzen van 25% van de betrekkingen waarin wordt voorzien, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat zulks zou geschieden volgens de maatstaven aangelegd in artikel 18 van het ontwerp. Voorgesteld wordt deze precisering op te nemen in de tekst van artikel 9 van het ontwerp.

Artikel 12

Het is niet duidelijk wat de strekking is van paragraaf 5; de redactie ervan moet worden herzien.

Artikel 13

Het artikel zou aldus moeten luiden :

"In afwijking van artikel 7 verkrijgen personeelsleden ingeschaald in weddeschaal-20BP, na vier jaar inschaling in weddeschaal 20BP, weddeschaal 20CP".

Er wordt eveneens verwezen naar de Franse versie van het advies.

Artikel 15

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in artikel 15, respectievelijk in de paragrafen 1 en 2, "in afwijking van artikel 9" moet worden geschreven en niet "in afwijking van artikel 10".

2. Er wordt verwezen naar de opmerkingen die zijn gemaakt over de artikelen 9 en 13 van het ontwerp, die *mutatis mutandis* eveneens gelden voor artikel 15 van het ontwerp.

.../...

Artikel 26

Op het verzoek om te preciseren hoe zal worden bepaald welke personeelsleden de hoogste weddeschaal zullen genieten en zullen kunnen worden bevorderd tot hoofdpenitentiair assistent of hoofdtechnisch assistent, terwijl het aantal personeelsleden dat aanspraak kan maken op deze voordelen beperkt is, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat zulks zou worden bepaald volgens de regels gesteld in artikel 63, § 1, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

Deze precisering zou in artikel 26 van het ontwerp moeten staan, temeer daar artikel 18 van het ontwerp afwijkt van artikel 63 van het voormelde koninklijk besluit wat de volgorde betreft voor bevordering tot schaal 20EP.

Artikel 28

In verband met het juiste opschrift van het koninklijk besluit van 28 november 1997 wordt verwezen naar de opmerking gemaakt over het zesde lid van de aanhef.

Bijlagen

De woorden "Vu pour être annexé (...) van verlof voorafgaand aan pensioen", die aan de bijlagen voorafgaan, dienen te vervallen.

Onder elk van de drie bijlagen dient de volgende formule te worden vermeld waarbij het juiste opschrift van het ontworpen koninklijk besluit wordt weergegeven :

"Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van (datum) tot vaststelling van de administratieve en geldelijke bepalingen van de loopbaan van verschillende personeelsleden van de FOD Justitie die deel uitmaken van de bewaking, techniek en logistiek."

Elke bijlage moet ondertekend en medeondertekend worden door dezelfde personen als die welke het besluit waarbij de bijlage is gevoegd, hebben ondertekend of medeondertekend ³.

Vormopmerking

De Nederlandse tekst van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld schrijve men in :

- artikel 2 : "geslaagden voor een bevorderingsexamen" i.p.v. "laureaten van een bevorderingsexamen";
- artikel 4 : "die geslaagd is voor een examen" i.p.v. "die geslaagd is in een examen";
- artikel 11 : "Personeelsleden (bekleed) met de graad van" i.p.v. "De personeelsleden die titularis zijn van de graad van";
- afdeling 5 : "Inschaling in de nieuwe weddeschalen" i.p.v. "Integratie in de nieuwe weddeschalen";
- artikel 16 : "Personeelsleden (bekleed) met (...) die verlof voorafgaand aan het pensioen genieten met toepassing van (...)." i.p.v. "De personeelsleden bekleed met (...) die genieten van verlof voorafgaand aan pensioen bij toepassing van (...)".

⁽³⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, Aanbeveling nr. 172, e), en formule F 4-8-1, (www.raadvst-consetat.be).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS